



Suisse : l'ouverture des données publiques devient une réalité

La Confédération s'engage dans une mise à disposition progressive, gratuite et unifiée de toutes ses informations publiques. Le gouvernement fédéral veut, en effet, non seulement rendre son Administration plus efficace et plus transparente, mais aussi promouvoir certains segments de l'économie.

Statistiques démographiques, résultats des élections ou encore cartes de navigation routière : le gouvernement fédéral publie déjà certaines de ses données sur ses sites ministériels. Elles ne représentent toutefois qu'une petite partie des données publiques de l'Administration et leur faible nombre associé aux incompatibilités de formats ne permet pas une exploitation à réelle valeur ajoutée.

Une association, Opendata.ch – membre de la fondation internationale Open Knowledge – s'est pourtant fixé pour objectif¹, depuis sa création en 2012, de faire bénéficier toutes les données publiques d'un accès unifié, libre et simple. Selon son vice-président, Hannes Gassert : « Ces données offrent de nouvelles perspectives. C'est parce qu'elles sont le bien de la communauté que leur intégration dans les systèmes informatiques a été financée avec les deniers publics. Il est donc de notre devoir de les faire mettre en ligne, afin que toutes les bonnes idées pour utiliser ces données puissent être concrétisées ».

Une décision à forte connotation économique

Selon une estimation de l'Administration fédérale, seuls 10 % des données sont actuellement accessibles. La stratégie, adoptée le 16 avril 2014² par le Conseil fédéral en matière d'Open Government Data (OGD), est donc de mettre en libre accès l'intégralité des données publiques qui n'entrent pas en conflit avec la réglementation sur la protection des données individuelles. Le gouvernement dit vouloir, avec cette mise en ligne, répondre à de nombreuses attentes. Peter Fischer, de l'Unité de pilotage informatique de la Confédération (UPIC)³, à qui a été confiée l'élaboration de cette stratégie, précise : « Nous espérons que l'ouverture des données publiques permettra à l'économie de notre pays d'être encore plus innovante... Plus de transparence dans les processus politiques et économiques et, mieux encore, une plus grande efficacité de l'Administration ».

Une étude⁴, menée en juin 2013 par une grande école de Berne, avait évalué le potentiel économique de l'ouverture des données publiques entre 600 et 1 800 millions de francs suisses. Ce chiffre reste encore très optimiste pour certains spécialistes dont Niklaus Stettler, directeur de l'Institut suisse des sciences de l'information de Coire⁵, qui ne pense pas que le gain financier puisse se mesurer aussi facilement. Il ne croit pas non plus « à l'avantage immédiat – avancé par l'étude – de la création de 20 000 nouveaux emplois ».

¹ <http://fr.opendata.ch/manifeste/>

² <https://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=52688>

³ <http://www.isb.admin.ch/index.html?lang=fr>

⁴ <http://www.wirtschaft.bfh.ch/de/forschung/aktuell/newsdetails/article/studie-zu-open-government-data-in-der-schweiz/1100.html>

⁵ <http://www.htwchur.ch/informationswissenschaft/uebersicht.html>

Trois jours après la conférence annuelle d'Open Knowledge, qui s'est tenue à Genève le 16 septembre 2013⁶ et au cours de laquelle Alain Berset, conseiller fédéral, annonçait la future stratégie⁷, la Confédération ouvrait son portail provisoire : opendata.admin.ch. Le projet associe aujourd'hui⁸ plusieurs offices fédéraux (environnement, météorologie, santé publique, statistiques, topographie), les archives fédérales, la bibliothèque nationale, la chancellerie fédérale, l'association des collectivités locales mais aussi le canton de Zurich. La ville a joué le rôle de précurseur puisqu'elle a ouvert le premier portail d'accès aux données publiques du pays en juin 2012⁹.

Nécessité d'allier confidentialité et transparence

Encore classée en 21^e position au niveau mondial – avec un score de 41 sur 100 – au baromètre 2013¹⁰ publié par le réseau de recherches sur les données ouvertes (Open Data Research Network), la Suisse a souhaité rattraper rapidement son retard (11 pays européens la devançant selon le rapport) en matière d'ouverture des données publiques. Un réel défi mais aussi une opération sensible pour ce pays qui accorde la plus haute importance à la confidentialité des informations, en ayant inscrit ce droit fondamental à l'article 13 de sa Constitution¹¹.

Le rapport remis au gouvernement en septembre 2013, qui est à l'origine de sa nouvelle stratégie OGD, avait conclu sur « l'absence de risque majeur pour justifier une opposition au développement de l'ouverture des données publiques ». Il alertait aussi sur le fait que, bien que rendues anonymes, les données en libre accès pourraient, par recoupement, être associées à des personnes identifiées. Il préconisait également que droits d'utilisation et licences soient définis au niveau fédéral et appliqués uniformément par toutes les administrations.

La loi sur la transparence (LTrans), entrée en vigueur en 2006, permet déjà aux citoyens de consulter – à quelques exceptions près – tous les documents de l'Administration fédérale. Dans les faits, le nombre de demandes transmises au Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT)¹² reste faible et le taux de refus opposés par l'Administration assez élevé. Denis Masmejan, journaliste au *Temps*, l'explique ainsi : « La culture du secret demeure forte dans notre société ». Pour autant, le gouvernement devra – pour assurer l'engagement qu'il a pris en termes d'exhaustivité et de transparence – compléter son offre par la publication d'autres données publiques, telles que celles relatives au budget et au patrimoine de l'État ou encore à l'information légale et administrative.

Gestion stratégique des compétences et de la communication

La stratégie prévoit à l'issue de la phase pilote du projet qui a été fixée à fin 2014, « d'exploiter durablement un portail consacré aux OGD permettant une publication commune et conviviale des données de la Confédération, des cantons, des communes et d'autres institutions du secteur public ». Lors de la conférence annuelle d'OpenData.ch, qui s'est tenue le 18 septembre dernier à Zurich, Juan-Pablo Lovato, chef de projet au sein de la structure « Administration électronique suisse¹³ », a annoncé que la coordination et la gestion opérationnelle du portail seront confiées aux Archives fédérales¹⁴.

Avant cette mise en exploitation qui impliquera l'ensemble de l'Administration, les partenaires du projet veulent unifier les conditions d'utilisation et procéder aux derniers ajustements en matière de standardisation afin d'être en conformité avec les normes internationales, notamment. Le gouvernement étudie, de son côté, les possibilités de compensation pour les services qui devront mettre leurs données à disposition gratuitement alors que celles-ci sont aujourd'hui payantes. Il a choisi surtout de mettre l'accent sur la communication¹⁵ afin d'encourager un changement de culture, aussi bien dans l'Administration qu'à l'extérieur, en faveur de la libre accessibilité des données.

Hannes Gassert rappelle que « si on la compare avec les pays pionniers que sont le Royaume-Uni et les États-Unis, la Suisse est effectivement un retardataire ». Mais il reste optimiste quant à l'avenir et ajoute : « Grâce à ses excellentes universités et aux enseignements innovants qu'elles dispensent, notre pays a un potentiel en matière d'ouverture des données publiques qui ne demande qu'à s'exprimer pleinement ».

Jean-François Adrian

6 <http://okcon.org/>
7 <http://webarchive.okfn.org/okfn.org/201404/press-releases/vers-plus-de-transparence-pour-la-suisse/>
8 <https://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=52042>
9 <http://data.stadt-zuerich.ch/content/portal/de/index/ogd.html>
10 <http://www.opendataresearch.org/dl/odb2013/Open-Data-Barometer-2013-Global-Report.pdf>
11 <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a13>
12 <http://www.edoeb.admin.ch/?lang=fr>
13 <http://www.cyberadmin.ch/>
14 <http://www.blog.ch.ch/tag/open-data/>
15 <http://www.admin.ch/aktuell/00089/index.html?lang=fr&msg-id=54889>